## 31 juillet 1914-31 juillet 2014 Centenaire de l'assassinat de JAURES

« Sans la République, le socialisme est impuissant, et sans le socialisme la République est vide »

Alors que la guerre semble imminente en ce long mois de juillet 1914, et que dans ses derniers jours les mobilisations s'engagent dans les divers pays d'Europe concernés par les alliances et ententes militaires, Jean JAURES, le militant socialiste et républicain, l'orateur incomparable, le député fidèle à ses électeurs de CARMAUX et l'internationaliste convaincu, tente, avec d'autres militants européens, de faire avorter la guerre dont il considère que le capitalisme est le fauteur.

Son attachement à la tradition révolutionnaire de la France de 1789-1793 et son sens des réalités n'en font pas un antimilitariste systématique. Cependant, son passé dreyfusard et sa volonté souvent réaffirmée d'unir contre la guerre capitaliste le prolétariat européen, voire mondial, sa vision marxiste de la lutte des classes, en font sûrement l'homme le plus haï des milieux ultra nationalistes et revanchards.

La veille, il est rentré de Bruxelles, où autour du Bureau International Socialiste se sont réunis environ 10000 socialistes, internationalistes, pacifistes venus de toute l'Europe. Il leur a dit – et il a été acclamé - qu'ils étaient tous là « pour mettre en commun, contre le monstrueux péril, toutes nos forces de volonté et de raison! » Se refusant à croire que les fauteurs de guerre l'emporteront au final, il prédit que si cela était toutefois le cas, la révolution prolétarienne en naîtrait. Il est persuadé, encore, - et il fait acclamé la France – que le gouvernement français s'efforce de sauver la paix.

De retour à Paris, au Palais Bourbon d'abord, puis chez le Président du Conseil, René VIVIANI, il travaille sans relâche à préserver les infimes chances de maintien de la Paix. Il est anxieux, fatigué, vieilli, et livre pour l'éditorial de *l'Humanité* du lendemain son dernier article, *Sang froid nécessaire* ...

D'autres, dans d'autres journaux, réclament sa mise à mort ...

Le 31 juillet au matin, il a lu la presse pleine des préparatifs de la guerre. Puis il est retourné au siège de <u>l'Humanité</u>, 142, rue de Montmartre, avant de repartir à la Chambre des Députés. Il espère toujours que l'Angleterre réussira à être la médiatrice permettant d'interrompre la marche à la guerre ; il pense à télégraphier à WILSON, président des Etats-Unis, pour lui dire que « *la cause de la France est juste* » ...

Un soleil brûlant accable la ville ...

A Matignon, où VIVIANI est en pourparlers avec l'ambassadeur d'Allemagne, la délégation socialiste qu'il dirige est reçue par le sous-secrétaire d'Etat\* aux Affaires étrangères, Abel FERRY, le neveu du grand Jules. JAURES houspille le jeune secrétaire d'Etat pour la mollesse de son gouvernement envers le gouvernement russe et sa politique *a minima* sur l'arbitrage britannique. En réponse à une interrogation sur ce qu'il compte faire, JAURES répond : « *Continuer notre campagne contre la guerre!* »

Abel FERRY, admiratif et désespéré, car il sait que la dernière étape d'entrée en guerre est enclenchée, met en garde JAURES : « On vous assassinera au premier coin de rue ! »

Avec ses amis de la délégation, Jean JAURES retourne en taxi au siège de *l'Humanité*. Il parle de son projet d'écrire un *J'accuse* afin de dénoncer les causes et les responsables de la crise internationale qui secoue l'Europe. Mais il veut connaître l'ultime position britannique avant de rédiger son texte.

Il est tard, la nuit tombe, il fait une chaleur d'enfer et JAURES a faim. Avec ses amis – ils sont huit à dîner avec lui – il décide d'aller au Café du Croissant à peu de distance du

journal. On y attendra les dépêches de l'agence HAVAS concernant la position britannique. Il y a beaucoup de monde : des gens assoiffés par la chaleur que la nuit ne fait pas baisser, des habitués qui reconnaissent JAURES et espèrent qu'il empêchera la guerre (Si beaucoup de Français de la droite conservatrice, voire de la droite extrême le haïssent, beaucoup d'autres, en revanche, ont foi en JAURES, en son intégrité, en sa force de conviction et en l'intelligence de ses engagements).

L'affluence de clients au Café du Croissant, fait traîner le dîner en longueur. Les fenêtres sont restées ouvertes et aucun courant d'air n'agite les rideaux qui pendent devant leurs ouvertures. JAURES est assis devant l'une d'elles, quand une main soulève le rideau et que sont tirés deux coups de feu qui l'affaissent, comme endormi, sur la table tandis qu'une femme crie « *Ils ont tué JAURES!* »

Il est 21 h 40.

Toute la gauche politique et syndicale, au jour des obsèques du grand homme et alors que la guerre est déclarée, scelle l'Union Sacrée, c'est-à-dire l'adhésion, au moins momentanée, à l'effort de guerre de la France contre l'Allemagne.

Ce baptême devant un cercueil signifie-t-il que JAURES est annexé à l'Union Sacrée ? Vrai républicain, vrai patriote, vrai socialiste au sens marxiste du terme, JAURES ne cautionne que l'Histoire qu'il a contribué à écrire, pas l'avenir sanglant qui s'est déroulé à partir de ses plaies aussi mortelles que celles de l'archiduc François-Ferdinand un mois auparavant.

Mais les Républicains, mais ceux qui luttent pour l'émancipation du monde au travail ne peuvent nier l'immense encouragement à mener leur combat que la vie d'engagement humaniste et la mort tragique, préludant à des millions d'autres, de Jean JAURES leur ont délivré.

<sup>\*</sup> En 1940, c'est la fonction qu'exerçait Charles DE GAULLE dans le gouvernement de Paul REYNAUD, mais à la Défense, quand, au nom de Winston CHURCHILL, il proposa au Président du Conseil l'union des deux empires coloniaux britannique et français pour soutenir l'effort de guerre. Le refus de REYNAUD et sa résolution à ne pas quitter la France pour l'AFRIQUE DU NORD, déterminèrent le général de brigade provisoire à rejoindre LONDRES définitivement.